

# L'ISLAM EN FRANCE

## Entretien avec Dr Charles SAINT-PROT

(*Ahram hebdo*, 25 novembre 2020)

**Directeur général de l'Observatoire d'études géopolitiques de Paris**  
**Auteur de plusieurs ouvrages de référence sur l'islam dont *Islam, l'avenir de la tradition*, 2008 ; *La tradition islamique de la réforme*, 2010 ; *L'Islam et l'effort d'adaptation au monde contemporain. L'impératif de l'ijtihad*, 2011 ; *La finance islamique et la crise de l'économie contemporaine*, 2012, traduits en anglais, en arabe, en espagnol...**

*1-Deuxième religion en France de par le nombre de ses fidèles, après le christianisme, l'Islam fait par ailleurs face à une islamophobie croissante. Pourquoi les questions liées à la place de l'islam, en France sont-elles difficiles à résoudre ?*

Il est incontestable que l'on a assisté à un regain d'hostilité à l'égard de l'Islam depuis deux ou trois décennies politiques. L'Islam est trop souvent confondu avec les idéologies déviantes de certains groupes ou partis qui ont pris la religion en otage. Bien sûr, les déviances et les extrémismes de certains groupes affichés comme « islamistes » favorisent l'état d'esprit islamophobe. Deux ignorances se trouvent ainsi conjuguées : d'une part, celle des occidentaux qui ne connaissent rien de l'islam et s'en tiennent aux clichés les plus éculés et aux caricatures les plus désolantes, d'autre part, celles des extrémistes (Frères musulmans, mollahs iraniens, terroristes) donnant une image fautive de l'Islam.

Pour ce qui concerne l'islam en France, le problème vient du fait que la plupart des musulmans en France sont de nouveaux venus, ils n'ont pas la même conception de la religion qu'un peuple profondément marqué par les guerres de religion ou la répression républicaine contre le catholicisme à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. En outre une majorité de Français a été - et reste - solidaire de la politique de l'État (à commencer par les Rois qui ont fait la France) visant à affirmer sa primauté sur tout autre pouvoir. Il est aussi notable qu'une majorité de Français n'aime ni les persécutions de croyants (lors de la révolution ou à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle), ni l'extrême bigoterie. Souvenons-nous par exemple du rejet du fanatisme et du sectarisme janséniste au XVII<sup>e</sup> siècle... Il est constant que les musulmans en France n'ont pas la même culture historique. En plus, ils n'ont pas perdu le sens religieux qui a méthodiquement été éradiqué dans la société française par la république, l'idéologie marxiste qui a été très puissante ou l'infâme pensée 68 dont les méfaits sont encore à l'œuvre. De fait, c'est une question typiquement française et les autres pays, musulmans ou non, ont des problèmes pour le comprendre.

C'est aussi un problème dont l'origine ne doit pas être occultée. André Azoulay qui est le conseiller du Roi du Maroc affirme qu'il « faut comprendre la nécessité de ne pas laisser les extrémistes récupérer des causes, par exemple la Palestine, que nous n'avons pas su défendre, et profiter des crises » dont souffre le monde arabe et musulman (Irak, Afghanistan, Syrie...)» comment ne pas voir que les interventions étrangères, le drame de la Palestine, la situation désastreuse d'une grande partie du monde arabe et musulman nourrissent les ressentiments et favorisent l'extrémisme chez certains, quand il s'agit pas de manipulation...

*2-Le fait d'employer l'expression du « séparatisme islamiste » témoignerait-il d'une certaine carence au niveau de la gestion de l'État ?*

L'expression séparatisme islamiste est particulièrement malheureuse. En premier lieu, il convient de noter que le terme séparatiste est mal venu car c'est un terme politique qui

désigne le plan d'un groupe (ou d'un État étranger) visant à se détacher de l'entité nationale : par exemple le séparatisme catalan contre l'unité de l'Espagne, le séparatisme kurde antiturc des terroristes du PKK, le séparatisme pro-algérien au Sahara marocain. Par ailleurs, le mot « islamiste » est un mot valise englobant tout et son contraire : la révolution iranienne des mollahs fanatiques, les Frères musulmans, les salafistes, le Hezbollah et Al-Qaida ou Daech. Mais plus grave encore ce mot est devenu un slogan pour désigner, selon Thomas Delton, les musulmans que « nous n'aimons pas ... Le mot *islamisme* sert surtout d'arme psychologique dans le « combat idéologique » (dixit le Premier ministre Jean Castex) que nos dirigeants actuels entendent mener dans nos cerveaux. » Sous couvert de la nécessaire lutte contre les obscurantistes, le conflit avec l'islam est encouragé par des prétendus experts autoproclamés, comme Mohamed Sifaoui, un proche des éradicateurs de la sécurité militaire algérienne, Gilles Kepel qui se fait mousser dans les médias sans vraiment approfondir la question ou Zemmour qui en bon sioniste met de l'huile sur le feu. On aura compris que l'utilisation abusive du terme *islamiste* ne fait que camoufler une véritable haine du véritable message de l'islam, c'est-à-dire la haine contre plus d'un milliard six cents millions d'êtres humains

*3-La loi de 1905 de séparation des Églises et de l'État consacre l'affirmation de la neutralité de l'État en matière religieuse, et constitue le fondement du principe de laïcité dans la République française. Pour ce qui est de la liberté de conscience, l'article 10 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 affirme que « Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses ». Le respect des croyances s'inscrit dans cette double reconnaissance de la neutralité de l'État et de la liberté de conscience. Mais que recouvre précisément ce droit au respect des croyances ?*

D'abord, il faut rappeler que la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État tente de mettre fin à une période marquée par l'anticléricalisme républicain militant (souvenons-nous de l'affaire des fiches visant à dresser la liste et briser la carrière des militaires allant à la messe). Ce que vous appelez « l'affirmation de la neutralité de l'État en matière religieuse » c'est surtout l'article 2 de la loi qui dispose que la république « ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte ». Le respect des croyances est certes proclamé, mais cette loi met le catholicisme, religion traditionnelle des Français, au même niveau que les religions minoritaires. Cette loi brise, d'une façon unilatérale, les engagements français relatifs au régime concordataire français de 1801, régissant les rapports entre le gouvernement français et l'Église catholique, et elle invente la laïcité à la française, promue comme valeur suprême.

*4-La liberté d'expression est un droit fondamental en France. Mais, jusqu'où va cette liberté ?*

La liberté d'expression est une chose, l'insulte et la provocation en est une autre. Lorsqu'est mort le général de Gaulle, qui fut le héros français du XX<sup>e</sup> siècle, le journal dont *Charlie hebdo* est l'héritier direct fit une couverture infâme qui interdit aujourd'hui à tout gaulliste de se proclamer « Charlie ». De même, il est infâme de publier des dessins obscènes sur le Pape et l'Église ou l'islam car cela revient à cracher sur des centaines de millions de croyants. Il y a toujours eu en France – qu'on songe à Voltaire- des incroyants qui se sont montrés critiques vis-à-vis du catholicisme, parfois d'une manière excessive, mais ils se sont gardés de franchir la ligne rouge. Les insultes gratuites de *Charlie hebdo* atteignent les mêmes sommets d'abjection que les excès sanguinaires de la révolution française quand des fanatiques déterraient les cadavres des moines et des religieuses pour les profaner. Se montrer abject n'a donc rien de commun avec la liberté d'expression. Là encore Macron fait une confusion fâcheuse

5-*Quand Charlie hebdo caricature le Prophète Mahomet, on rit et on parle de la liberté d'expression ; mais quand Dieudonné nie le génocide des Juifs et les caricatures, on punit et on parle d'antisémitisme. L'État laïc semble-t-il avoir deux poids, deux mesures ?*

Surtout l'État manque à son devoir en tolérant n'importe quoi. Pour le reste il est très clair que cet État a deux poids, deux mesures et qu'il poursuit des buts électoralistes. C'est sans doute pour les mêmes raisons que Macron se livre contre la Turquie à une gesticulation qui est pourtant peu conforme à la traditionnelle politique arabe et musulmane de la France.

6-*Dans un discours prononcé le 2 octobre dernier, Emmanuel Macron estimait que la République et les Musulmans de France doivent bâtir un islam compatible avec les valeurs de la République. Ceci est-il réalisable ?*

Quelles sont aujourd'hui les valeurs de la république ? Est-ce qu'on peut appeler valeurs ce qui n'est qu'une idéologie prônant le mariage gay, l'avortement par commodité personnelle ou la haine de la religion ? Ne confondons pas valeur avec ce qui n'est qu'idéologie ou tocade. Pour le reste il est évident que les musulmans sont très majoritairement intégrés dans le système français et que nous sommes face à un faux débat.

7-*« Un islam progressiste » ; « un islam libéral », « un islam des Lumières » des expressions qui viennent d'acquérir une certaine popularité auprès des politiciens, des intellectuels, et des journalistes...D'après quels critères serait-il possible de donner à l'islam ces qualificatifs ?*

Sans doute aucun car cela ne veut strictement rien dire. L'islam est l'islam comme le catholicisme est le catholicisme, ils n'ont pas à suivre des modes de l'instant mais à être de tous les temps, c'est-à-dire classiques, ce qui ne signifie pas figés dans un conservatisme routinier étranger à ces deux religions. Dans ces conditions, le débat ne saurait se réduire à une opposition factice entre deux concepts aussi flous que la « modernité » et l' « intégrisme ». En vérité, il n'y a pas la moindre contradiction entre la Tradition islamique et le progrès. Toute la question consiste pour les musulmans à retrouver cette pulsion progressiste de l'Islam.

8-*Des intellectuels, comme par exemple Nasr Hamid Abou Zayd en Égypte, ont envisagé Les Lumières comme méthode critique de la pensée religieuse, directement appliquée aux textes religieux, cependant ils ont été réfutés et écartés de leurs communautés. Pensez-vous que si l'État laïc reprendra ce chantier, serait-il acceptable ? Une réforme religieuse proposée par un État laïc aurait-elle quelques chances d'aboutir ?*

Je ne pense pas que Nasr Hamid Abou Zayd, électrotechnicien devenu maître de conférence en littérature, soit un bon exemple. En règle générale, il convient de se méfier des prétentieux qui affirment vouloir réinventer l'islam sans être de bons connaisseurs de cette religion,

---

L'islam n'a pas besoin des prétendus nouveaux penseurs qui veulent inventer une autre religion, car l'islam est essentiellement réformiste. Son histoire et ses traditions lui donnent la capacité de résister et d'extirper les errements déviants de tous les extrémismes, des courants étroits et fanatiques qui n'en constituent qu'une caricature faisant d'ailleurs le jeu des islamophobes. Au lieu d'être la religion de la bigoterie et de la stagnation, il est par essence celle de la raison et de la réforme permanente. Le réformisme n'est pas une option que peuvent brandir des gens qui croient tout découvrir, c'est un concept qui se trouve très précisément au cœur de l'Islam, lequel conserve la possibilité de répondre, d'une manière positive et constructive, aux défis du monde moderne. Telle est la Tradition islamique de la réforme.

Dans ce contexte, c'est bien l'ignorance et les replis sectaires sur ses seules certitudes qui constituent le premier obstacle à toute compréhension de l'autre. Il est clair qu'il ne peut y

avoir de véritable dialogue sans connaissance! Force est de constater qu'il existe de graves lacunes dans la connaissance de nos civilisations respectives. Si nous prenons l'exemple de l'islam, une abondante littérature lui est consacrée mais il faut bien constater qu'il s'agit souvent d'analyses réduites à quelques clichés récurrents, à des lieux-communs plus ou moins exacts, à des raccourcis simplistes.

Nos vieilles civilisations sont malades, touchées par les virus de la mondialisation marchande et cosmopolite, de l'individualisme libertaire et du matérialisme. Car la véritable crise, plus grave encore que l'écroulement des bourses, de l'économie virtuelle et des niches financières, est bien cette montée en puissance d'un matérialisme éradicateur du spirituel. Le monde de la globalisation est surtout marqué par le sentiment de la perte ou de l'absence du sens. Le danger le plus grand est celui de la « de-signification », laquelle est tout simplement le glissement inexorable vers une société globalisée, uniformisée et utilitaire, combinant la standardisation des cultures et l'exaltation de l'individu sans feu ni lieu, une société qui court le risque d'être privée de l'élément éthique de la vie.

En vérité, le danger qui nous guette n'est pas un improbable choc des civilisations, mais c'est la disparition de nos civilisations. La véritable confrontation se trouve entre les civilisations et le danger d'une nouvelle barbarie. Du même coup, cette prise de conscience devrait favoriser un dialogue entre les civilisations, c'est-à-dire surtout entre les deux grandes religions monothéistes et universalistes. Dès lors, il est évident que ce n'est pas en s'affrontant puérilement que nos civilisations répondront aux défis qui les assaillent. Sans doute feraient-elles mieux de se retrouver sur des valeurs communes pour continuer à être des acteurs de l'Histoire.